

Communiqué de presse intersyndical (CGT. FO. FSU. SNCL) avec le soutien des parents d'élèves PEEP et FCPE

Lycée Général et Technologique Bonaparte – Avenue Winston Churchill – 83000 TOULON
Contact presse : Jérôme NALLET - 06.76.75.40.54 - cgt.bona@gmail.com

LE LYCEE BONAPARTE : ENSEIGNANTS, ELEVES, PARENTS MOBILISES POUR REUSSIR LA RENTREE 2015 !

Alors que la crise économique continue d'aggraver les difficultés sociales, rendant encore plus indispensable l'existence de services publics de qualité, alors que les attentats de janvier 2015 ont mis en exergue le rôle indispensable de l'école dans la formation citoyenne, le gouvernement prétend engager une refondation de l'école pour «élever le niveau de connaissances, de compétence et de culture de tous les enfants», «réduire les inégalités sociales et territoriales» et « vaincre le décrochage scolaire ».

Or la Dotation Horaire Globalisée (DHG) attribuée au Lycée Bonaparte conduit au contraire à une détérioration sur tous ces objectifs! Les effectifs des classes en hausse ne permettent pas d'espérer que nos élèves reçoivent tous l'enseignement qu'ils méritent et que l'école puisse prévenir leurs difficultés. **En dépit des annonces, le seul réel objectif porté par notre ministère, comme par les autres, est bien celui de limiter les dépenses budgétaires aux dépens du secteur éducatif** : outre les personnels, ce sont bien les jeunes qui en subiront les conséquences, c'est notre avenir que l'on hypothèque !

La DHG d'un établissement est l'enveloppe d'heures d'enseignement hebdomadaires que lui alloue le rectorat pour pouvoir fonctionner pour une année. **A la rentrée 2015, notre lycée devrait accueillir 90 élèves supplémentaires avec pour moyens dédiés seulement 5 heures d'enseignement en plus ! Pire encore, en dépit de cette hausse des effectifs nous perdrons une classe !** Or nos classes sont déjà surchargées en l'année scolaire actuelle, et de surcroît les salles de classes sont souvent exigües et parfois vétustes. La situation va encore se dégrader en 2015-2016, avec en moyenne 34,6 élèves par classe de seconde, 35 élèves par classe en filière ST2S, 34 en filière ES par exemple.

Nous constatons que la dotation globale octroyée est le reflet de l'insuffisance notoire des moyens alloués aux établissements du secondaire dans notre académie. Cette dotation insuffisante impliquera une nouvelle détérioration des conditions d'étude des élèves. **Elle va clairement à l'encontre de l'ambition que nous avons pour l'école : promouvoir la réussite scolaire de tous et prévenir le décrochage scolaire particulièrement ici au Lycée Bonaparte où 29% du public accueilli est issu d'un milieu très défavorisé (soit 5 points au dessus de la moyenne académique).**

La performance des équipes pédagogiques de notre Lycée peut se mesurer aux résultats au baccalauréat (90,8% de réussite) supérieurs à la moyenne académique (90%) et en BTS (90% de réussite pour une moyenne académique de 76%). Nous souhaitons maintenir cette réussite et considérons que l'amenuisement de nos moyens humains l'empêche.

Le Lycée Bonaparte s'est engagé fortement depuis la rentrée 2014 dans le rattachement scolaire en créant Le Lycée Des Possibles, une structure pédagogique et éducative qui rescolarise des jeunes en rupture scolaire. Cette structure répond à une volonté ministérielle et académique

maintes fois affichée et inscrite dans le plan de lutte contre le décrochage scolaire présenté par le Ministre de l'Education Nationale en Novembre 2014.

Si nous souhaitons que cette structure ait les moyens de perdurer et de se développer, nous avons parallèlement la forte volonté de traiter la difficulté scolaire dès la classe de seconde. En effet raccrocher ceux qui sont en rupture est **essentiel**. Réduire le décrochage et favoriser l'accrochage pour tous les lycéens est **fondamental**. C'est à la fois un chantier économique, social, pédagogique et éducatif. Un des moyens de faciliter l'accrochage scolaire est que tous les élèves puissent bénéficier d'un accompagnement minimum visant à prendre en charge leurs difficultés dès qu'elles apparaissent. Actuellement, les effectifs par classe ne permettent pas de conduire ce travail. Ainsi, le lycée se trouve dans une situation paradoxale. Il raccroche en aval et ne peut transformer en amont son travail, faute de moyens suffisants et d'effectifs trop chargés. Il ne peut conduire une réflexion de fond sur l'accrochage scolaire à la hauteur du problème. **Nous affirmons que nous n'avons pas l'intention de devenir des « fournisseurs de décrocheurs scolaires ».**

C'est pourquoi nous refuserons de siéger au prochain conseil d'administration (le 12 février 2015). Nous refusons de discuter de la seule répartition d'une DHG qui ne peut nous satisfaire car son volume est très inférieur aux besoins. Si nous reconnaissons la dure tâche qui incombe à la direction du lycée de gérer la pénurie, nous ne voulons pas prendre notre part dans une gestion de compromis contrainte par une enveloppe globale insuffisante. **C'est pour cela que nous avons demandé à être reçu rapidement par l'Inspecteur d'Académie (IA-DASEN) afin de lui présenter un vrai projet pour le lycée Bonaparte et pour l'école de demain : le nôtre.**

La réussite de l'ensemble des élèves du lycée nécessite des moyens suffisants et durables, ainsi que des conditions de travail décentes pour les équipes pédagogiques et éducatives. **Aujourd'hui, nous demandons que l'engagement de l'institution soit, à l'échelle de notre établissement, à la hauteur de ce que nous sommes et proposons : être un partenaire incontournable de la cohésion sociale par la réduction des inégalités scolaires.** En effet, nous considérons que de tels effectifs n'ont pas à devenir la norme et ne correspondent pas à des conditions normales d'enseignement et d'étude. Nous sommes convaincus que la difficulté scolaire doit d'abord être prise en charge au sein de la classe, avec des effectifs raisonnables permettant de répondre aux besoins de tous les enfants. Avec les effectifs de la DHG actuelle, l'école ne peut pas être un lieu d'élévation à l'esprit critique, d'émancipation et de réduction des inégalités sociales.

Nous, communauté éducative, exigeons les moyens nécessaires, suffisants et durables pour la réussite de tous les élèves et l'amélioration de nos conditions quotidiennes de travail !

Toulon, le 10 février 2015